tion—nous devrions pouvoir parler de ces nominations sans qu'on nous arrête et qu'on nous dise que nous faisons des allégations sur la façon dont le premier ministre a fait ces nominations.

Je voudrais seulement des éclaircissements. Ai-je mal interprété votre opinion?

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

M. le Président: Je veux répondre à la députée de South West Nova.

Elle devrait peut-être lire le compte rendu. Je n'ai pas empêché les députés de poser des questions sur la légalité de la nomination des huit sénateurs ni sur les avis juridiques qui ont été émis à cet égard. Il y a eu beaucoup d'échanges à ce sujet pendant la période des questions.

Comme je l'ai dit hier, si la députée peut me signaler un cas précis où, selon elle, j'ai commis une erreur, j'en discuterai avec elle et, si c'est assez important, je lui donnerai la chance de faire un rappel au Règlement.

On a beaucoup discuté des avis juridiques et des auteurs de ces avis, et je n'ai pas jugé ces questions irrecevables.

Mme Campbell (South West Nova): Je voudrais seulement un éclaircissement.

Je croyais que le Président intervenait en vertu de cet article chaque fois que quelqu'un faisait allusion à la façon dont ils étaient nommés par le premier ministre à l'autre endroit, mais je fais peut-être erreur. Avant d'aller plus loin, j'étudierai le compte rendu pour voir les cas où le Président est intervenu.

M. le Président: Je recommande à la députée de South West Nova, qui est ici depuis de nombreuses années et qui est une de mes collègues de longue date, d'examiner soigneusement le compte rendu.

Il est certain que les questions et les réponses n'ont pas manqué sur la question de la légalité de ces nominations. Pour ma part, je ne me souviens pas m'être opposé quand on demandait des opinions de ce genre.

[Français]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est): Monsieur le Président, mon rappel au Règlement a trait à la présence, hier, dans la tribune de la Présidence, d'un invité de la communauté ukrainienne du Canada, voyageant avec un passeport diplomatique de l'Union soviétique, en l'occurrence,

Recours au Règlement

M. Viatcheslav Tchornovil, membre du Parlement de la République de l'Ukraine et président du Comité exécutif de l'Assemblée législative de la province de Lviv.

M. Tchornovil est un dissident bien connu qui a passé 15 ans de sa vie dans les prisons soviétiques parce qu'il défendait les principes démocratiques. . .

[Traduction]

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

M. le Président: Il ne fait aucun doute que la question est importante et qu'il s'agit d'un personnage de marque, mais je comprends mal l'objection. Je ne pense pas que cela constitue un rappel au Règlement. Poursuivez sur la même question, monsieur le député.

[Français]

M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement!

M. le Président: Sur le même rappel au Règlement?

M. Kindy: Sur le même rappel; je n'ai pas conclu, monsieur le Président!

Le fait, monsieur le Président, d'avoir omis de le présenter à cette Chambre brise la tradition du Parlement. J'espère que cette omission. . .

[Traduction]

M. le Président: Cela est inacceptable. Je me suis efforcé de faire comprendre que, comme nous luttons tous contre le temps, et plus encore la présidence, durant la période des questions qui ne dure que 45 minutes, je ferais mon possible pour permettre les présentations, mais après trois heures seulement.

Sauf le respect de nos distingués visiteurs, mon obligation première est envers tous les députés. Si la parole n'a pas été accordée au député, c'est parce que les travaux de la Chambre étaient plus importants. Nous sommes ici à la Chambre des communes du Canada. J'ai des devoirs envers tous les députés, et ils passent avant les politesses, qui sont l'occasion de moments forts agréables, quand nous pouvons présenter des personnes de marque à la Chambre.

Il reste que nous ne disposons que de 45 minutes. Je voudrais que les députés et le public comprennent bien qu'il ne s'agit plus d'une question. Dorénavant, il n'y a pas que les représentants du gouvernement, de la loyale opposition de Sa Majesté et de l'autre parti de l'opposition, le Nouveau Parti démocratique, qui sont réunis ici.